

A suivre à Bordeaux

« Objectif de réduction de la consommation énergétique des bâtiments communaux :

Le contrat d'exploitation des installations techniques de chauffage, ventilation, climatisation et traitement de l'eau dans les bâtiments communaux est arrivé à terme au mois d'avril. Afin de mettre en œuvre les objectifs de ce marché (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, définition des prestations avec obligation de moyens et de résultats, mise en place d'un système de management environnemental), 6 prestataires ont été sélectionnés suite à un appel d'offres pour conduire les travaux et l'entretien des installations concernées. Le montant alloué à ces marchés atteint 13,6 millions d'euros. »

A suivre à Bruxelles:

Vers un nouveau cadre pour la protection des sols:

La proposition de directive cadre sur la protection des sols (COM (2006) 232 final) est sur le point d'être de nouveau présentée aux Etats membres pour validation. La proposition initiale, remaniée par la France, serait bien amputée: exclusion des centres de stockage de déchets, des décharges autorisées et des fonds marins. Par ailleurs, le nouveau texte laisserait aux Etats membres le soin de traiter à leur façon les sites et sols pollués de leur territoire. Les articles relatifs à la sensibilisation du public, à la communication et à l'échange d'information n'apparaissent plus dans la nouvelle version.

A suivre à Lyon

Vendredi 19 septembre, 4 associations de protection de la nature ont convié les journalistes lyonnais à une conférence de presse sur « l'inutilité publique » du projet d'autoroute A45 entre Lyon et Saint Etienne. Elles ont annoncé avoir déposé un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat contre la déclaration d'utilité publique de l'A45. Elles estiment que l'utilité publique du projet n'est pas établie et que l'enquête publique est entachée d'irrégularités. Selon ces associations, l'Etat a méprisé les engagements du Grenelle de l'environnement, celui de ne choisir le transport routier qu'au cas où aucune alternative n'est possible....

Edito:

La crise financière est dans toutes les têtes mais nous devons impérativement assister nos clients dans la réflexion sur la sortie de crise, c'est-à-dire le redémarrage de l'économie réelle. Or la croissance verte pour reprendre la formule du ministre d'Etat est la solution de sortie par le haut ; il est impératif que collectivités locales, entreprises et consommateurs puissent investir dans ce qui va empêcher un tsunami climatique de s'ajouter à celui que nous subissons. Pour cette raison, la stratégie de développement durable, à tous les niveaux, constitue le moyen à la fois de se remettre dans une perspective et d'instaurer un développement qui prépare effectivement l'avenir.

A suivre à Lille

L'agence d'Urbanisme de Lille a été chargée d'élaborer le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) de la métropole lilloise. Ce document majeur succédera à l'actuel Schéma Directeur et livrera la vision urbanistique et environnementale de la métropole lilloise pour l'avenir.

HUGLO
LEPAGE
ASSOCIÉS
CONSEIL



**Le cabinet Huglo Lepage a remporté l'appel d'offres international
sur
le code de l'environnement du Gabon.....**

Le Gabon est un pays dans lequel les enjeux environnementaux sont immenses et doivent être appréciés au regard des enjeux économiques et de développement. Dans le souci de mieux gérer le patrimoine forestier, terrestre et marin et d'améliorer les équilibres entre protection et activité économique, le gouvernement du Gabon a lancé un appel d'offres international que le cabinet Huglo-Lepage a remporté. La convention a été officiellement signée par Madame Koko, vice-premier Ministre et le cabinet à Libreville le 25 septembre.

Nous participons à :

- 1^{er} Octobre : AFITE et CCI de Paris: La concertation et la médiation environnementale au service de l'entreprise et des parties prenantes. C.LEPAGE
- 2 Octobre: Séminaire UCANSS, Plan cadre Développement Durable. C.LEPAGE
- 2 Octobre: Valeurs vertes/ Carrefour des collectivités locales: la gestion des déchets au lendemain du Grenelle. A.GOSSEMENT.
- 4 et 5 Octobre: Forum Euroventures: Engagement en faveur de l'amélioration des conditions et qualité de vie. C.LEPAGE
- 6 Octobre: Crédit Agricole S.A.: Perspectives juridiques. C.LEPAGE
- 6 Octobre: Sciences et Nature à Woippy: Les OGM. C.LEPAGE.
- 9 Octobre: Ponts formation édition: Etude d'impact : grille d'analyse réglementaire. MP.MAITRE.
- 9 Octobre: Conseil d'Etat: Application du droit communautaire en matière d'environnement. C.LEPAGE
- 14 Octobre: PROSODIE: NTIC et DD: entre rêve et réalité, où en sommes nous vraiment. C.LEPAGE
- 16 Octobre: Lions Club de Rennes. C.LEPAGE et C.HUGLO
- 16 Et 17 Octobre: EFE: Découvrir la réglementation santé/ sécurité. MP.MAITRE et L.GRINFOGEL
- 20 Octobre: Conseil National pour les personnes âgées. L'écologie et le développement durable. C.LEPAGE
- 22 Octobre: Lycée Molière: Projet européen, le Développement Durable en Europe. C.LEPAGE.
- 30 Octobre: 63^{ème} congrès FNTR: La route hier, aujourd'hui, et demain. C.LEPAGE.
- 30 Octobre: Festival du Vent à Calvi: un monde selon Grenelle. C.LEPAGE.

Ils ont dit...

- Terre Sauvage septembre 2008: « 3 questions à Corinne Lepage.. »
- Gabonéco 29 septembre 2008: « Gabon: Koko prépare la mue du Code de l'Environnement ». Cabinet Huglo Lepage & Associés Conseil.
- LJA 6 Octobre 2008: « Le gouvernement du Gabon a lancé un appel d'offres international pour créer un code de l'environnement, que le cabinet Huglo Lepage a remporté ».
- Le Progrès 8 octobre 2008 « Le Grenelle est la chance qu'on a de pouvoir s'en sortir » C.LEPAGE
- Profession avocat sept/oct 2008: « environnement : une vague verte encore entre deux eaux » C.HUGLO

Nous avons écrit:

- Objectif Languedoc Roussillon septembre 2008: « L'eau, un des grands défis du XXI^{ème} siècle » C.LEPAGE.
- Face au Risque l'Hebdo Septembre 2008: « De l'élargissement du CHSCT dans un établissement à risques technologiques ou comprenant une installation nucléaire » Service Recherche et Veille Juridique, Sellarl Huglo Lepage & Associés Conseil.
- Gazette du Palais 2 septembre 2008: « le renforcement de la prise en compte du Développement Durable et l'évaluation environnementale dans les documents d'urbanisme. » G.PAUL.
- Petites Affiches 19 septembre 2008: « L'exception d'inconstitutionnalité au regard de la pratique judiciaire et des rapports de pouvoir. » C.LEPAGE
- LJA 29 septembre 2008: « Qu'apporte la loi sur la responsabilité environnementale du 1^{er} août 2008. C.HUGLO
- Environnement & Technique septembre 2008: « La planification de la gestion des déchets » Service Recherche et Veille Juridique.
- Face au risque 29 septembre 2008 « transport de marchandises dangereuses: précisions administratives concernant le rôle du conseiller à la sécurité » Service Recherche et Veille juridique.
- Environnement et Technique septembre 2008 «l'étiquetage écologique des produits». C.HUGLO MP.MAITRE E.MITEVA.
- BDEI septembre 2008 : Information de l'acquéreur au titre des dispositions de l'article L514-20 du code de l'environnement: à l'impossible le vendeur est tenu. A.MOUSTARDIER F.BRAUD.

La décision du mois:

Par une décision remarquée du 3 juillet 2008, le juge des référés précontractuels du Tribunal Administratif de Lille, saisi par notre cabinet, a annulé une procédure de marché de prestations d'assistance juridique. L'intérêt principal de cette ordonnance réside dans le rappel de l'obligation de principe pour les collectivités d'allotir les marchés, y compris les marchés conclus au terme d'une procédure adaptée.

Le tribunal insiste en outre sur l'obligation de prévoir un allotissement qui soit approprié. En l'occurrence, la personne publique ne pouvait regrouper dans un même lot des matières juridiques aussi hétéroclites que le droit des sociétés, des associations, le droit privé, et le droit public...